

Union européenne

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE et leurs homologues des six États membres du **Partenariat oriental** (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine) se réuniront à Luxembourg le 15 octobre.



La réunion a été présidée par la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, **Federica Mogherini**. Ce rassemblement a été l'occasion de reprendre le dialogue politique entre l'UE et ses partenaires

orientaux.

L'analyse des progrès accomplis dans la mise en œuvre des obligations convenues d'un commun accord, en particulier de celles découlant de la déclaration du sommet de Bruxelles de novembre 2017 et des «20 produits livrables à l'horizon 2020», ainsi que de la planification d'événements destinés à marquer le 10e anniversaire de la création du partenariat oriental en mai 2019, étaient à l'ordre du jour.

(...)



«L'UE apprécie les projets menés conjointement avec le Conseil de l'Europe et les ministères. L'UE est déterminée à améliorer la démocratie et l'état de droit en Arménie,» a déclaré vendredi à la tête de la section "Coopération" de la délégation de l'UE en Arménie, **Gonzalo Serrano** ; et d'ajouter :

"Nous ne voulons pas nous arrêter ici, car nous sommes ambitieux et nous pouvons faire plus et mieux pour les citoyens ordinaires d'Arménie et les institutions pour le développement démocratique des droits de l'homme. Les activités de l'UE se développent dans deux directions principales : les réformes judiciaires et la lutte contre la corruption.»

Le Conseil de l'Europe et l'UE ont présenté aux médias les résultats de cinq projets menés en Arménie dans le cadre du programme Partenariat pour une bonne gouvernance en 2015-2018, axés sur le renforcement des soins de santé dans les prisons arméniennes et soutenant la mise en œuvre des réformes judiciaires, l'amélioration du processus électoral, le soutien à la justice et la lutte contre la corruption en Arménie.

Le budget total de ces projets s'élevait à 2,8 millions d'euros, les projets étant mis en œuvre par le Conseil de l'Europe.

(...)



«Le gouvernement arménien a fait de la lutte contre la corruption sa principale priorité,» a déclaré la directrice de la Direction générale des programmes du Conseil de l'Europe, **Verena Taylor**.

Elle a souligné les résultats obtenus en matière de lutte contre la corruption dans les établissements d'enseignement supérieur.

«Il existe une importante dimension de genre en Arménie, car la corruption dans les établissements d'enseignement supérieur pour filles n'est pas nécessairement la même que pour les jeunes hommes. Un code de conduite a été publié, et a été accepté par les établissements d'enseignement supérieur.

Mais je ne peux pas dire que la corruption a été éradiquée à 100%, car cela prend du temps. Cependant, votre gouvernement a fait de la lutte contre la corruption sa priorité essentielle, et je pense que ce projet est un élément sur lequel nous pouvons aller plus loin. La corruption peut également être constatée dans les domaines de la santé et de la vie publique.

Verena Taylor a évoqué les résultats des projets réalisés de 2015 à 2018.

«C'était une expression de la volonté du Conseil de l'Europe et de l'UE de travailler avec l'Arménie. Nous travaillions sur la réforme du secteur judiciaire, la lutte contre la corruption, la réforme électorale ainsi que sur la formation aux élections. Un certain nombre de résultats tangibles ont été obtenus dans tous ces domaines et un certain nombre de lois importantes sur la justice ont été adoptées.»